

Difficile partage de la connaissance

Didier Spire

Rédacteur en chef

Un rapport de la FAO prévoyait cet été (selon *Le Monde*, 27-28 juillet 95) que les stocks mondiaux de céréales devraient atteindre leur plus bas niveau depuis 1981. La FAO devait réviser à la baisse ses prévisions concernant les disponibilités mondiales prévues pour 1995-1996. De plus, la production mondiale de cette année serait en diminution de 2 % par rapport à 1994.

En conséquence, les prix des céréales européennes flambent et les silos se vident. La FAO s'attend à une diminution de plus de 20 % des quantités de céréales disponibles pour l'aide alimentaire en 1995. L'Afrique devait être la première à en souffrir.

Pour éviter que l'Europe ne se retrouve en rupture de stock, la Commission Européenne envisagerait même d'imposer des taxes à l'exportation du blé tendre et de ramener le taux de jachère obligatoire à 10 % pour relancer la production.

N'insistons pas sur le fait qu'une information aussi primordiale n'était traitée qu'en quelques lignes, et qu'elle restera inconnue de la plupart des citoyens bien qu'elle concerne des millions de personnes, producteurs agricoles en Europe ou personnes qui souffrent de pénurie alimentaire grave dans le monde. Cela ressort du domaine des journalistes et des choix prioritaires qu'ils accordent aux événements : on préfère s'émerveiller

du grand âge de la Reine-Mère d'Angleterre plutôt que de traiter des problèmes dont dépend une grande partie de l'Humanité. Mais ce qui me frappe dans cette information, c'est de voir confirmer ce que certains d'entre nous (peu nombreux) pensaient depuis longtemps à propos des limitations de productions agricoles, du gel des terres et des jachères obligatoires. Sans vouloir être taxé de simplificateur, voire de simpliste, il m'a toujours semblé parfaitement illogique de payer des gens, fussent-ils agriculteurs, pour qu'ils produisent moins. Et j'ai toujours trouvé immoral de réduire la production agricole des pays favorisés, lorsqu'une grande partie de l'Humanité n'est pas en mesure de s'alimenter elle-même. Et voilà que, par dessus le marché, cela devient inquiétant, même pour les consommateurs des pays riches !

Il faut voir aussi, à travers cette spéculation sur une production si pleine de symboles, un certain ébranlement des systèmes de valeur et de pensées humaines qui remontaient à la nuit des temps. Le blé n'était-il pas la représentation du bonheur matériel tout en perpétuant la figuration des mythes solaires ancestraux ? Désormais, la plante symbole de l'agriculture (comme le maïs, le mil, le sorgho ou le riz en d'autres lieux), née avec elle, une des bases alimentaires de notre espèce, redevient objet de spéculation. Des hommes peuvent se permettre de jouer avec les prix d'un aliment vital pour l'humanité sans qu'une réprobation générale ne vienne mettre fin à ces agissements. Si je me pose en ces termes l'évolution des lois du marché, c'est que je crois voir dans un produit agricole tel que le blé autre chose qu'une simple

marchandise ; c'est que je me pose aussi la question du sens de ces changements. Je suis convaincu que nos sociétés, dans leurs diversités, ont besoin d'une symbolique collective et d'une représentation finalisée de notre devenir (le champ de blé mûr en était une image). Or, la période que nous vivons se caractérise bel et bien par un déficit symbolique.

Pour en revenir au niveau de la recherche, ce qui me frappe, c'est l'absence de réaction de la communauté scientifique devant les choix proposés et décidés par les politiques. Lorsqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, période où les restrictions alimentaires étaient fortes en Europe, il fut demandé à la recherche agronomique d'agir pour accroître la production de lait, la communauté scientifique sut anticiper et répondre aux autorités, en s'inscrivant dans une amélioration à plus long terme de production de viande, en indiquant avec justesse que le lait ne manquerait pas dans le futur et qu'il ne s'agissait que d'une pénurie à court terme, ne nécessitant pas une recherche prioritaire. Le problème de l'excès de production céréalière, de sa limitation et du gel des terres se pose aujourd'hui (mais à l'envers) comme s'était posé celui du lait hier. Certes, les questions soulevées aujourd'hui sont-elles plus complexes, faisant intervenir davantage de données économiques, sociales, écologiques, dans un contexte de compétition internationale accrue. Mais le fait est que nous n'avons pas osé répondre.

Sénèque disait « *Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles.* » Alors, réfléchissons un

peu sur les raisons de cette non-réponse. Elles me semblent multiples et liées à la fois aux relations État-recherche, à la réflexion propre des organismes de recherche agronomique, et à la psychologie propre du chercheur.

Les relations entre science et gouvernements fonctionnent mal. Les rouages des États et des ensembles super-étatiques sont devenus si complexes que le système générateur d'idées s'est grippé et que les institutions se sont montrées incapables de faire naître des débats dans une société par ailleurs mal et surinformée. En institutionnalisant les organismes de recherches agronomiques, surtout après la Seconde Guerre mondiale, les politiques cherchaient d'abord à être éclairés sur leurs choix techniques et le bien-fondé d'une politique économique. La relation semble s'être inversée et c'est le politique qui dicte au chercheur les programmes à mettre en œuvre. La recherche, dans ses choix et ses pratiques, est de plus en plus soumise aux décisions politiques et économiques. Donc, son autonomie régresse, et cette tutelle renforcée prive la société d'une réflexion à plus long terme. Si l'on ajoute à cela le manque de relais entre les politiques et les organisations sociales sur le terrain, on ne peut qu'être frappé d'une absence de débat qui ne permet pas d'énoncer le bon ordre des priorités.

En agriculture, on ne peut séparer l'économique, le social et le culturel. D'ailleurs, dès que l'on coupe le lien entre l'économie et le non-économique, on néglige tout ce qui n'est pas quantifiable. On élabore alors des modèles économiques intellectuellement satisfaisants, mais qui ne tiennent pas compte de toute la réalité. On oublie en particulier les effets destructeurs qu'apporte le développement économique et technique, tant sur le patrimoine culturel que sur la nature, et l'effet pervers d'une prise en compte insuffisante de la complexité des situations sur lesquelles on agit. C'est un des gros problèmes de l'agriculture d'aujourd'hui, qui a besoin d'une vision longue, d'une pensée ouverte, alimentée par la délibération et l'échange.

Si la réflexion est un bien commun à tous, décideurs, scientifiques et usagers, et « si l'on veut bien admettre, comme l'écrivait R. Lesgards, que l'acte de penser consiste à conjuguer l'usage de la raison, l'exercice de la sensibilité et l'activité de l'imaginaire, alors, c'est bien la capacité même de la création de nos sociétés qui se trouve mise en cause ».

Les organismes de recherches jouent-ils bien leur rôle dans la réflexion collective ? Que leur manque-t-il pour exercer pleinement leur responsabilité vis-à-vis des problèmes de société ? On y observe d'abord certains blocages institutionnels. La déontologie d'un organisme de recherche est centrée davantage sur la rigueur scientifique que sur l'utilité sociale. La logique de reconnaissance d'une institution scientifique au plan international en découle (celle de la carrière des chercheurs aussi). Cette logique n'est pas forcément en concordance avec les besoins, tels qu'ils sont ressentis par les acteurs du développement. Finalement, les institutions de recherches se trouvent d'une certaine manière coincées entre leur volonté d'excellence scientifique et les besoins parfois contradictoires exprimés à la fois par ceux qui financent les programmes et ceux qui réclament une solution aux problèmes réels du terrain.

Il manque probablement aussi une réflexion critique et organisée par rapport au savoir. La science ne réfléchit pas assez. Nous accumulons du savoir plus vite qu'autrefois, mais nous n'intégrons pas suffisamment les connaissances nouvelles et nous ne dégageons que lentement leur signification. « *Il faut affirmer*, disait Bachelard, *la nécessité d'édifier une philosophie de la culture scientifique, qui mette en perspective la valeur culturelle de la Science.* » L'accélération souhaitée des résultats et des publications ainsi que la crainte de la compétition ne laissent pas aux chercheurs le temps de transformer leurs connaissances en une information réfléchie, dominée et, surtout, mesurée ensuite à l'aune de la réflexion des autres. Il y a probablement une certaine réorganisation du savoir à mener, y compris avec une analyse critique des méthodologies employées (monodisciplinarité excessive, modèles scientifiques et passage au réel, etc.), ainsi qu'une réflexion sur les savoirs nouveaux et la façon de les diffuser.

Le scientifique, en tant qu'individu, est pour sa part confronté à un cloisonnement disciplinaire et à un certain conformisme dû en partie à sa formation. Les jeunes chercheurs sont attirés par le savoir instantané et ne prennent plus en compte la culture du passé. On peut faire de la recherche en biologie aujourd'hui, sans avoir lu Claude Bernard, Pasteur, ou même Jacob et Monod. Il manque alors, dans l'apprentissage à la recherche, les principes du

regard critique du savoir sur le savoir, qui conditionnent tous les autres, que ce soit pour acquérir, produire ou transmettre des connaissances. Cette absence de distanciation par rapport à l'objet de ses études conduit le chercheur à des certitudes, pourtant toutes relatives, et il oublie alors trop souvent l'autre aspect complémentaire de la connaissance, à savoir la pertinence.

Par ailleurs, et contrairement à l'idée que l'on peut avoir des scientifiques, le conformisme, tendance de l'individu à se conformer à un groupe, nous guette tous, en partie à cause de la formation et des structures dans lesquelles nous sommes insérés. Les examens ou concours qui jalonnent la carrière du chercheur sont autant de tests de conformité, où le mérite est surtout reconnu à l'intérieur d'une discipline bien délimitée. Il est mal venu de s'éloigner du terrain balisé par ses condisciples. Au lieu d'une attitude d'exploration, au lieu d'une résistance à ce morcellement cartésien, on observe alors une certaine paralysie de la pensée globale.

Mais, malgré tout, les pressions de son environnement scientifique seraient insuffisantes pour maintenir le chercheur dans la conformité, si celui-ci n'intériorisait pas ces valeurs en adhérant au modèle enseigné, qui tend à le dispenser du sens social de son activité. Sous une apparence d'objectivité, il cherche une impression de sécurité, à laquelle il faut ajouter le désir de respectabilité et de crédibilité. Et c'est alors le regard des collègues que l'on intériorise, ce regard qui joue un grand rôle dans le maintien du conformisme. Or, ce conformisme associé à des formes diverses de réductionnisme, biologique ou sociologique, empêche d'appréhender la complexité des problèmes. On oublie, en privilégiant un niveau, le caractère partiel de sa représentation, et l'on risque de confondre les parties avec le tout... ou l'inverse. Une simplification abusive de la réalité ne permet pas de résoudre les problèmes posés.

Ainsi, quel que soit le lieu de réflexion, du cabinet des politiques au laboratoire des chercheurs, en passant par les bureaux des organismes de recherches, la solution de tous les problèmes, de plus en plus complexes, posés par notre époque passe d'abord par leur compréhension, au sens littéral de « prendre ensemble ». Et Maïmonide, philosophe du XII^e siècle en Andalousie aurait ajouté : « *Comprendre, c'est dépasser.* » ■